



# Ni droite, ni gauche ? Non merci !

**Le ministre de François Hollande, Emmanuel Macron, vient de lancer un nouveau mouvement qui ne serait ni de droite, ni de gauche. Quand on n'a plus d'idées et d'alliés, on cherche le consensus.**

Le consensus, c'est le choix du plus petit dénominateur commun. Pour des sujets mineurs, comme la couleur d'une salle de classe, il suffit. Pas quand il s'agit de la France dont la crise et le déclin nécessitent autre chose : le dessin d'un destin. Celui d'une Nation qui n'est plus une puissance mais qui aspire à le redevenir.

La gauche est experte à fabriquer du consensus quand cela l'arrange. En position de force, elle attire la droite sur son terrain et lui impose ses mots, ses codes et sa hiérarchie des valeurs. Mais qu'elle soit en position de faiblesse, et elle renoue avec les vertus et les fables du consensus.

Le PS et ses alliés sont aujourd'hui à genoux. Ils ont tout échoué, trahi leurs électeurs, pratiqué une politique dure avec les faibles, faible avec les durs. Pas un homme de gauche, assez raisonnable, pour ne pas s'en rendre compte. Le rejet de cette majorité s'est d'ailleurs étendu à plusieurs de ses composantes : les frondeurs socialistes, les Verts et l'extrême gauche : on les comprend ! Ce n'est pas la peine d'avoir élu François Hollande pour avoir l'austérité budgétaire – notamment pour les collectivités locales et les hôpitaux –, le départ de Christiane Taubira, le travail du dimanche, la loi modifiant le code du travail, le débat sur la déchéance de la nationalité... et Emmanuel Macron !

La droite, elle, n'a pas le droit moral de s'associer à cette manœuvre désespérée. Elle ne peut pardonner le discrédit qui s'est attaché à la fonction présidentielle par le comportement de celui qui l'incarne ; pas plus le matraquage fiscal, l'ouverture des frontières aux étrangers, l'arrogance à l'égard des foules manifestant contre le mariage homo, les inconséquences de notre diplomatie au Proche-Orient et à l'égard de la Russie, le retard pour mettre à niveau notre dispositif anti-terroriste.

Alors quel consensus ? Soyons sérieux ! La baisse des charges fiscales sur nos entreprises ne constitue évidemment pas un programme politique même si le patronat peut s'en contenter. Pas plus que la libéralisation du marché des autocars ne peut constituer un bilan flatteur pour l'ancien banquier d'affaires !

La France n'a pas seulement besoin d'un effort de compétitivité, mais d'une vision du monde, d'un horizon et de rêves pour chacun. Tout est à rebâtir, comme en 1945 et 1958 : s'affranchir définitivement de l'esprit de mai 68 auquel on doit l'abandon de toutes nos frontières morales et géographiques ; identifier et surmonter les blocages de notre puissance nationale : dans le fonctionnement des institutions et du droit européens ; dans l'instrumentalisation de l'Etat par des minorités qui abaissent l'autorité de la Justice par sa politisation, brisent les projets d'équipement publics par des hordes violentes comme à Sivens, dans le Tarn, transforment le service public de l'audiovisuel en permanence électorale ou en filiale de l'Elysée.

Le FN n'aurait pas tant d'électeurs si la gauche et la droite tenaient leurs engagements et restaient fidèles à leur identité. Voilà l'enjeu pour la droite de la préparation des victoires de 2017 ! « Tout dire avant pour tout faire après », comme l'exprime Nicolas Sarkozy. Soyons précis dans nos propositions et notre calendrier. Donnons un sens à l'action politique, purgeons les colères des Français, par des signes forts : sur la politique migratoire, dans la défense de la laïcité, la baisse des charges et des impôts, la modestie dans le train de vie de l'Etat, l'égalité de tous dans les régimes de retraite, la reconquête de notre puissance au sein des institutions européennes, le rétablissement de l'autorité des professeurs dans les établissements scolaires et de la dignité matérielle de la Justice, le rétablissement de nos liens avec la Russie dans la lutte internationale contre le terrorisme. Sur tous ces sujets, inutile de chercher « l'ouverture » à gauche. On ne cherche pas des alliés qui sont rejetés par 80 % des Français et avec lesquels nous ne partageons pas la même vision du monde et de la société française. Le consensus qui nous est vanté n'est pas qu'une nouvelle preuve de faiblesse de la gauche. Porté par un homme issu de la société civile, dont les compétences en politique sont généralement équivalentes à celles de la jeune reine des gitans, le consensus est une mauvaise réponse à une question inutile.

**Bernard Carayon**

**Maire de Lavaur**

**Conseiller régional Languedoc-Roussillon / Midi-Pyrénées**

**Président des Républicains du Tarn**